

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TN/S/O/MEX
10 juin 2003

(03-3008)

Conseil du commerce des services
Session extraordinaire

Original: espagnol

MEXIQUE

Offre initiale conditionnelle

La délégation du Mexique a fait parvenir au Secrétariat l'offre initiale ci-jointe, datée du 16 mai 2003, en demandant qu'elle soit distribuée aux membres du Conseil du commerce des services.

I. INTRODUCTION

1. Conformément au paragraphe 6 de la Déclaration ministérielle de Doha relatif à l'engagement pris par les pays Membres de présenter leur offre initiale conditionnelle aux fins des négociations prévues à l'article XIX de l'AGCS, le Mexique présente son offre initiale conditionnelle d'engagements spécifiques dans le domaine des services.
2. Au moyen de la présente offre, le Mexique réaffirme l'engagement pris dans le cadre de l'OMC d'atteindre progressivement un plus haut niveau de libéralisation et de fournir un accès effectif aux marchés des services.
3. L'offre du Mexique tenant compte des notions définies à l'article I:3 de l'AGCS, l'offre jointe en annexe ne concerne pas les services fournis dans l'exercice du pouvoir gouvernemental.
4. Parallèlement, conformément à l'article VI de l'AGCS, le Mexique se réserve le droit d'élaborer sa législation nationale, de la maintenir en application ou de la mettre pleinement en œuvre afin d'atteindre les objectifs légitimes de politique générale dans des domaines tels que la protection des consommateurs, de la santé et de l'environnement, entre autres. En outre, le Mexique se réserve le droit de réviser et de modifier la présente offre en fonction des résultats auxquels parviendront le Groupe de travail des règles de l'AGCS et le Groupe de travail de la réglementation intérieure.
5. Le Mexique rappelle que la présente offre est conditionnelle et se réserve par conséquent le droit de la retirer, de la modifier ou de la compléter, en totalité ou en partie, à tout moment jusqu'à la clôture des négociations. Le Mexique se réserve également le droit d'apporter des modifications ou des corrections d'ordre technique.

II. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES

1. Attestant la volonté du Mexique de promouvoir la libéralisation progressive du commerce des services, la présente contribution comprend notamment des offres concernant les secteurs des services professionnels, des services informatiques et services connexes, des services de recherche-développement, des services immobiliers, des services de distribution, des services environnementaux, des services financiers, des services sociaux et de santé, des services relatifs au tourisme et aux voyages, des services récréatifs, culturels et sportifs, des services de transport maritime et des services de transport ferroviaire.

2. Le Mexique a élaboré ses listes d'engagements en se fondant dans la mesure du possible sur la Classification sectorielle des services (MTN.GNS/W/120) et les définitions figurant dans la classification centrale de produits provisoire des Nations Unies. Il convient de signaler que plusieurs secteurs de services pourraient être regroupés lorsque l'examen de la concordance entre les classifications mentionnées et la classification mexicaine des activités et des produits (CMAP) sera achevé.

3. Aux fins de l'examen de ses engagements spécifiques et de la présentation de nouveaux engagements dans le cadre de la présente offre initiale conditionnelle, le Mexique a tenu compte des Lignes directrices pour l'établissement des listes d'engagements spécifiques dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) qui figurent dans le document S/L/92.

4. Le Mexique est disposé à formuler des observations ou à apporter des éclaircissements concernant toute question que susciterait son offre initiale conditionnelle. Les questions sont à adresser à la Mission permanente du Mexique auprès de l'OMC à Genève ou au Ministère de l'économie à Mexico (Direction générale des négociations relatives aux services).

MEXIQUE – OFFRE INITIALE CONDITIONNELLE DU MEXIQUE

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
I. ENGAGEMENTS HORIZONTAUX			
TOUS LES SECTEURS INCLUS DANS CETTE LISTE	1) Néant 2) Néant 3) Les investissements étrangers dans des activités réservées à des personnes de nationalité mexicaine doivent prendre la forme de l'acquisition d'actions sans droit de vote à la Bourse mexicaine des valeurs	1) Néant 2) Néant 3) Les étrangers ne peuvent avoir la propriété directe des terres ni les eaux situées dans une bande de 50 km de large à partir des plages et de 100 km de large à partir des frontières. Non consolidé pour les subventions à la recherche-développement et pour les avantages accordés aux petites entreprises de services appartenant à des personnes de nationalité mexicaine. Les sociétés mexicaines qui n'appliquent pas de clause excluant les étrangers et qui ont signé l'accord prévu au paragraphe I de l'article 27 de la Constitution peuvent acquérir la propriété de biens immobiliers sis dans la zone délimitée à des fins non résidentielles, à condition d'en aviser le Ministère des affaires étrangères. L'autorisation du Ministère des affaires étrangères est obligatoire pour que des établissements de crédit acquièrent, en tant que fiduciaires, des droits sur des biens immobiliers sis dans la zone délimitée, lorsque les fidécommissaires sont des sociétés mexicaines n'appliquant pas de clause excluant les étrangers ou des personnes physiques ou morales étrangères.	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>La Commission nationale des investissements étrangers (CNIE) est l'organe chargé d'élaborer les lignes directrices de la politique en matière d'investissement étranger et de mettre au point les mécanismes de promotion des investissements au Mexique. Les organismes et entités de l'administration publique fédérale ont l'obligation de la consulter pour tout ce qui concerne les investissements étrangers.</p> <p>Conformément à ses attributions, la CNIE établit les critères régissant l'application des dispositions légales et réglementaires en matière d'investissement étranger, adoptant pour ce faire des résolutions générales. En outre, elle examine l'admissibilité et, le cas échéant, les termes et conditions de la participation des investissements étrangers aux activités économiques ou aux acquisitions faisant l'objet d'une réglementation spéciale conformément à la Loi sur l'investissement étranger.</p>	<p>La Commission nationale des investissements étrangers (CNIE) est l'organe chargé d'élaborer les lignes directrices de la politique en matière d'investissement étranger et de mettre au point les mécanismes de promotion des investissements au Mexique. Les organismes et entités de l'administration publique fédérale ont l'obligation de la consulter pour tout ce qui concerne les investissements étrangers.</p> <p>Conformément à ses attributions, la CNIE établit les critères régissant l'application des dispositions légales et réglementaires en matière d'investissement étranger, adoptant pour ce faire des résolutions générales. En outre, elle examine l'admissibilité et, le cas échéant, les termes et conditions de la participation des investissements étrangers dans les activités économiques ou les acquisitions faisant l'objet d'une réglementation spéciale conformément à la Loi sur l'investissement étranger.</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>Pour examiner les demandes qu'elle reçoit, la CNIE applique les critères suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - incidence sur l'emploi et formation des travailleurs; - apport technologique; - respect de la réglementation pertinente en matière d'environnement; et - d'une manière générale, contribution à la compétitivité du système de production national <p>Pour déterminer la recevabilité d'une demande, la CNIE est tenue d'appliquer uniquement des critères qui ne faussent pas les échanges internationaux. En outre, pour des raisons de sécurité nationale, la CNIE peut interdire les acquisitions financées par des investissements étrangers.</p> <p>Enfin, la CNIE décide au cas par cas d'autoriser ou non une acquisition ou une prise de participation étrangère majoritaire examinées par ses soins, conformément aux dispositions de la Loi sur l'investissement étranger.</p> <p>Les personnes tenues de s'inscrire au registre devront renouveler chaque année leur certificat d'inscription en remplissant un questionnaire économique et financier conformément à la réglementation applicable en la matière.</p>	<p>Pour examiner les demandes qu'elle reçoit, la CNIE applique les critères suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - incidence sur l'emploi et formation des travailleurs; - apport technologique; - respect de la réglementation pertinente en matière d'environnement; et - d'une manière générale, contribution à la compétitivité du système de production national <p>Pour déterminer la recevabilité d'une demande, la CNIE est tenue d'appliquer uniquement des critères qui ne faussent pas les échanges internationaux. En outre, pour des raisons de sécurité nationale, la CNIE peut interdire les acquisitions financées par des investissements étrangers.</p> <p>Enfin, la CNIE décide au cas par cas d'autoriser ou non une acquisition ou une prise de participation étrangère majoritaire examinées par ses soins, conformément aux dispositions de la Loi sur l'investissement étranger.</p> <p>Les personnes tenues de s'inscrire au registre devront renouveler chaque année leur certificat d'inscription en remplissant un questionnaire économique et financier conformément à la réglementation applicable en la matière.</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>4) Non consolidé, sauf pour les mesures concernant l'entrée et le séjour temporaire des personnes physiques suivantes:</p> <p>a) personnes directement chargées de vendre un service, et b) personnes transférées au sein de leur entreprise, dès lors qu'il s'agit de dirigeants, cadres ou spécialistes.</p> <p>Aux fins de la présente offre, on entend par:</p> <p>a) <u>personnes directement chargées de vendre un service</u>, les personnes représentant une entreprise qui travaillent dans un pays partie à l'Accord et qui souhaitent séjourner temporairement sur le territoire mexicain pendant au plus 90 jours afin de vendre ou de négocier la vente d'un service, ou encore de conclure les accords en vue de la vente dudit service au nom de l'entreprise qu'elles représentent, à condition qu'il ne s'agisse en aucun cas d'une vente directe au public.</p> <p>b) <u>personnes transférées au sein de leur entreprise</u>, les employés d'une entreprise qui ont travaillé pour elle durant au moins l'année précédant immédiatement l'obtention de leur admission temporaire sur le territoire mexicain (pour un an avec possibilité de prolongation), aux fins de continuer à fournir leurs services dans ladite entreprise ou dans l'une de ses filiales conformément aux lois nationales en la matière. Cette offre est limitée aux personnes suivantes: dirigeants, personnel d'encadrement et spécialistes.</p>	<p>4) Non consolidé, sauf pour les mesures concernant les personnes physiques visées dans la colonne "Accès au marché". Les activités suivantes sont réservées aux personnes de nationalité mexicaine: capitaine de navire, pilote d'aéronef, propriétaire de navire, soutier, mécanicien de marine, homme d'équipage de navires ou d'aéronefs sous pavillon mexicain, commandant d'aéroport, pilote de port, douanier et membre du personnel des chemins de fer. Les subventions aux personnes physiques peuvent être réservées aux citoyens mexicains.</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières
physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<ul style="list-style-type: none"> - dirigeants: personnes qui, dans une entreprise, ont essentiellement pour tâche de gérer celle-ci ou de fixer ses objectifs et ses politiques, ou ceux de l'un de ses éléments ou fonctions majeurs, disposent d'un large pouvoir de décision, et auxquelles les cadres de rang supérieur, le conseil d'administration ou les actionnaires de l'entreprise n'adressent que des indications ou directives de caractère général - personnel d'encadrement: personnes qui, dans une entreprise, ont essentiellement pour tâche de diriger celle-ci, ou ses départements ou services, supervisent et contrôlent le travail d'autres superviseurs, professionnels ou cadres, sont habilitées à recruter, licencier ou prendre d'autres décisions en matière de personnel, et ont un pouvoir discrétionnaire pour les activités courantes de niveau supérieur - spécialistes: personnes qui, dans une entreprise, ont de très grandes compétences et des connaissances très poussées de la production, des services, du matériel de recherche, des techniques ou de la gestion de cette entreprise 		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
II. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES SECTORIELS			
1. SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES			
A. Services professionnels¹			
b) Services comptables, d'audit et de tenue de livres (CPC 862)	1) Néant 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Les sociétés étrangères de comptabilité et d'audit doivent utiliser le nom de leurs associés mexicains 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
d) Services de conseil et d'études techniques en architecture (CPC 8671)	1) Néant 2) Néant 3) Néant Investissements étrangers autorisés à concurrence de 100 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
e) Services de conseil et d'études techniques en ingénierie (CPC 8672)	1) Néant 2) Néant 3) Néant Investissements étrangers autorisés à concurrence de 100 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
f) Services intégrés d'ingénierie (CPC 8673)	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

¹ Pour exercer ces professions au Mexique, il est nécessaire d'être titulaire d'un diplôme reconnu ou validé par le Ministère de l'éducation (SEP) et obtenir une licence professionnelle. Les ingénieurs, architectes et médecins doivent satisfaire à des conditions particulières.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
g) Services d'aménagement urbain et d'architecture paysagère (CPC 8674)	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
h) Services médicaux et dentaires (CPC 9312)	1) Néant 2) Néant 3) Néant Investissements étrangers autorisés à concurrence de 100 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
B. <u>Services informatiques et services connexes</u>			
a) Services de consultations en matière d'installation des matériels informatiques (CPC 841)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
b) Services de réalisation de logiciels (CPC 842)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
c) Services d'analyse de systèmes et de traitement de données (CPC 843)	1) Néant 2) Néant 3) Néant Investissements étrangers autorisés à concurrence de 100 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant Le régime de franchise en exonération d'impôts à l'importation qui est applicable à la production de biens dans cette branche concerne uniquement les producteurs nationaux (Programme de modernisation de l'industrie informatique, 1990). 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
d) Services de base de données (CPC 844)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
e) Autres (CPC 845 + 849)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
C. <u>Services de recherche-développement</u> (CPC 85)	1) Néant 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises et à concurrence de 100 pour cent pour les centres de recherche et de développement technologique 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
D. <u>Services immobiliers</u>			
a) Services immobiliers se rapportant à des biens propres ou loués (CPC 821) Sont exclus les services immobiliers se rapportant à des biens propres	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
b) Services immobiliers à forfait ou sous contrat (CPC 822)	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
E. <u>Services de crédit-bail ou de location sans opérateurs</u>			
a) Services de location simple ou en crédit-bail de bateaux tourisme sans équipage (CPC 83103)	1) Non consolidé 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence seulement de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
b) Services de location simple ou en crédit-bail d'aéronefs, sans équipage (CPC 83104)	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
c) Services de location simple ou en crédit-bail d'autres matériels de transport sans opérateurs	1) Non consolidé 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence seulement de 51 49 pour cent du capital social des entreprises. Enregistrement obligatoire, auprès du Ministère des communications et des transports, des entreprises constituées en sociétés commerciales conformément au droit mexicain dont l'objet social inclut expressément le crédit-bail. La participation étrangère au capital social des entreprises de crédit-bail ou de location de moyens de transport maritime n'est autorisée qu'à concurrence de 49 pour cent. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
- Location de véhicules automobiles, sans chauffeur (CPC 83101)	1) Non consolidé 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 51 49 pour cent du capital social des entreprises. Enregistrement obligatoire auprès du Ministère des communications et des transports de l'entreprise constituée en société commerciale conformément au droit mexicain dont l'objet social inclut expressément le crédit-bail Les sociétés de location d'automobiles doivent être titulaires d'une licence touristique délivrée par le Secrétariat au tourisme (SECTUR). 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
d) Services de location simple ou en crédit-bail d'autres machines et matériel, sans opérateurs			
- Services de location simple de machines et de matériel pour l'agriculture et la pêche (CPC 83106)	1) Néant 2) Néant 3) Néant Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
- Services de location de machines et de matériel industriels (CPC 83109)	1) Néant 2) Néant 3) Néant Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
e) Autres			
- Services de location de matériel électronique pour le traitement de données (CPC 83108)	1) Néant 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
- Services de location de matériel et de mobilier pour les commerces, les bureaux, etc. (CPC 83108)	1) Néant 2) Néant 3) Néant Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
- Services de location de téléviseurs, de matériel acoustique, de magnétoscopes et d'instruments de musique (CPC 83201)	1) Néant 2) Néant 3) Néant Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
- Services de location de matériel photographique professionnel et de projecteurs (CPC 83209)	1) Néant 2) Néant 3) Néant Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
- Autres services de location de matériel, de machines et de mobilier non mentionnés plus haut (CPC 83109)	1) Néant 2) Néant 3) Néant Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
F. <u>Autres services fournis aux entreprises</u>			
a) Services de publicité et activités connexes, à l'exclusion des services de diffusion (CPC 871)	1) Néant 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
b) Services d'études de marché et de sondages (CPC 8640)	1) Non consolidé 2) Néant	1) Néant 2) Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
c) Services de conseil en matière d'administration et d'organisation d'entreprises	<p>3) Néant Investissements étrangers autorisés à concurrence de 100 pour cent du capital social des entreprises.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Néant 2) Néant 3) Néant Investissements étrangers autorisés à concurrence de 100 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Néant 2) Néant 3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
d) Services d'administration des formalités et des recouvrements (CPC 8660)	<p>1) Néant 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. Autorisation préalable obligatoire de la Commission nationale des investissements étrangers pour que la participation étrangère, directe ou indirecte, puisse s'élever à plus de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
e) Services d'essais et d'analyses techniques (CPC 8676)	<p>1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
f) Services annexes à l'agriculture, à la chasse et à la sylviculture: - Services professionnels annexes à l'agriculture (CPC 8811) - Services professionnels annexes à l'élevage (CPC 8812)	1) Néant 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" L'épandage de pesticides est réservé aux personnes de nationalité mexicaine.	
k) Services d'agences de placement et de sélection de personnel (CPC 8720)	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
l) Services de protection et de garde (CPC 8730)	1) Non consolidé 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
n) Services de maintenance et réparation de matériels, à l'exclusion des navires, aéronefs et autres matériels de transport:			
- Services de maintenance et de réparation de machines et d'équipements industriels (CPC 8862)	1) Néant 2) Néant 3) Néant Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
- Services de maintenance et de réparation de matériels et d'instruments techniques professionnels (CPC 8866)	1) Néant 2) Néant 3) Néant Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
- Services de maintenance et de réparation de machines et d'équipements à usage général, non affectés à une activité spécifique (CPC 886)	1) Néant 2) Néant 3) Néant Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
o) Services de nettoyage de bâtiments (CPC 8740)	1) Néant 2) Non consolidé * 3) Néant Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
p) Services photographiques - Services de développement photo et de traitement de films cinématographiques (CPC 87505 et 87506)	1) Néant 2) Non consolidé * 3) Néant Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
r) Publication et impression (CPC 88442) Sont concernés exclusivement les services suivants: - Publication de livres et ouvrages analogues - Impression et reliure (à l'exclusion de l'impression de journaux distribués exclusivement sur le territoire national)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>- Industries auxiliaires et connexes de la publication et l'impression (à l'exclusion de la fabrication de caractères d'imprimerie relevant du numéro 3811, "fonte et moulage de pièces en métal ferreux ou non ferreux")</p> <p>s) Services de congrès (CPC 87909*)</p>	<p>1) Non consolidé *</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé *</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
<p>t) Autres</p> <p>- Services d'information en matière de crédit (CPC 87901)</p> <p>- Services de conception artistique (CPC 87907)</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. Autorisation préalable obligatoire de la Commission nationale des investissements étrangers pour que la participation étrangère, directe ou indirecte, puisse s'élever à plus de 49 pour cent du capital social des entreprises.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<ul style="list-style-type: none"> - Services de dessin industriel (CPC 86725) - Services de photocopie et similaires (CPC 87904) 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Néant 2) Néant 3) Néant Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 1) Néant 2) Néant 3) Néant Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	
t) Services de traduction (CPC 87905)	<ul style="list-style-type: none"> 1) Non consolidé 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 100 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	
-t Services de lavage et de nettoyage (CPC 97011)	<ul style="list-style-type: none"> 1) Non consolidé * 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>2. SERVICES DE COMMUNICATIONS</p> <p>B. <u>Services de courrier</u></p> <p>- Services de courrier (CPC 7512)</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. Les conditions fixées pour chaque moyen de transport particulier doivent être respectées.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
<p>2.C. SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATION²</p> <p>2.C. SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATION</p> <p>Services de télécommunication fournis par un réseau public de télécommunication par mise à disposition d'installations (à courants porteurs et hertziennes) au moyen de toutes technologies modernes, y compris celles qui sont indiquées aux alinéas a), b), c), f), g) et o)</p>	<p>1) Néant, excepté que: le trafic international doit être acheminé par le biais des installations d'une entreprise titulaire d'une concession accordée par le Ministère des communications et des transports (SCT)</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Obligation d'obtenir une concession³ auprès du SCT. Seules les entreprises constituées conformément au droit mexicain peuvent obtenir cette concession.</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p>	<p>Le Mexique accepte les obligations énoncées dans le document de référence reproduit en annexe.</p>

² Le Mexique se réserve le droit de retirer ou de modifier la présente offre en totalité ou en partie et à tout moment jusqu'à la clôture des négociations par suite d'une procédure de règlement des différends.

³ Concession: titre permettant d'installer et d'exploiter un réseau public de télécommunication par la mise à disposition d'installations.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Sont exclus les services de radiodiffusion, de télévision par câble, de transmission par satellite de services de télévision directe (DTH) et de diffusion directe par satellite (DBS) et de services audionumériques	<p>Les concessions pour l'utilisation de bandes de fréquences du spectre à des fins déterminées sont accordées par adjudication publique.</p> <p>Les gouvernements étrangers ne peuvent pas participer au capital d'une entreprise constituée conformément au droit mexicain, ni obtenir l'agrément aux fins de la fourniture de services de télécommunication.</p> <p>L'investissement étranger direct est autorisé à concurrence de 49 pour cent du capital d'une entreprise constituée conformément au droit mexicain.</p> <p>Telecomunicaciones de México (Telecom) détient les droits exclusifs pour les liaisons avec Intelsat et Inmarsat.</p> <p>Jusqu'en 2002, les services autres que les services à grande distance internationaux qui nécessitent le recours à des satellites devront être assurés au moyen de l'infrastructure satellitaire du Mexique.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
a) Services de téléphones (CPC 75211, 75212)	<p>1) Néant, sauf comme indiqué sous 2.C.1)</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Comme indiqué sous 2.C.3)</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
b) Services de transmission de données avec commutation par paquets (CPC 7523**)			
c) Services de transmission de données avec commutation de circuits (CPC 7523**)			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
f) Services de télécopie (CPC 7521** +7529**)	1) Néant, sauf comme indiqué sous 2.C.1) 2) Néant 3) Comme indiqué sous 2.C.3) Obligation d'obtenir un permis délivré par le SCT pour la fourniture de services publics de télécopie. Seules les entreprises constituées conformément au droit mexicain peuvent obtenir ce permis. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
g) Services de circuits loués privés (CPC 7522**+7523**)	1) Néant, sauf comme indiqué sous 2.C.1) 2) Néant 3) Comme indiqué sous 2.C.3) Les exploitants de réseaux privés qui souhaitent fournir des services commerciaux doivent obtenir une concession délivrée par le SCT, qui confère à ces réseaux le caractère de réseaux publics de télécommunication. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
o) Autres	1) Néant, sauf comme indiqué sous 2.C.1) 2) Néant 3) Comme indiqué sous 2.C.3) 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
- Services de radiorecherche (CPC 75291)			
- Services de téléphonie cellulaire (75213**) dans les bandes "A" et "B" ⁴	1) Néant, sauf comme indiqué sous 2.C.1) 2) Néant 3) Comme indiqué sous 2.C.3) Un investissement étranger supérieur à 49 pour cent du capital d'une entreprise pourra être autorisé, après décision favorable de la Commission nationale des investissements étrangers. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
- Entreprises de commercialisation ⁵	1) Néant, sauf comme indiqué sous 2.C.1) 2) Néant 3) Néant, excepté ce qui suit: Un permis délivré par le SCT est obligatoire. Seules les entreprises constituées conformément au droit mexicain peuvent obtenir ce permis.	1) Néant 2) Néant 3) Néant	

⁴ Fréquences de 825-835/870-880 et de 835-845/880-890 MHz.

⁵ Entreprises qui, bien que n'étant pas propriétaires de moyens de transmission, fournissent à des tiers des services de télécommunication en utilisant une capacité louée auprès d'un concessionnaire de réseaux publics de télécommunication.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>Les gouvernements étrangers ne peuvent pas participer au capital d'une entreprise constituée conformément au droit mexicain, ni obtenir l'agrément aux fins de la fourniture de services de télécommunication.</p> <p>Sauf autorisation expresse du SCT, les concessionnaires de réseaux publics de télécommunication ne peuvent pas participer, directement ou indirectement, au capital d'une entreprise de commercialisation.</p>		
o) Autres services de télécommunication Services à valeur ajoutée	<p>L'établissement et le fonctionnement des entreprises de commercialisation sont dans tous les cas assujettis aux dispositions réglementaires pertinentes. Le SCT n'accorde pas de permis pour l'établissement d'une entreprise de commercialisation tant que la réglementation correspondante n'a pas été promulguée.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Permis obligatoire pour la fourniture de services utilisant l'espace radioélectrique. Permis obligatoire du Ministère des communications et des transports (SCT)</p>	<p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
(services de télécommunication utilisant des systèmes de traitement informatique qui: a) agissent sur la forme, le contenu, le protocole ou des aspects similaires de l'information transmise par l'utilisateur; b) fournissent au client une information supplémentaire, différente ou restructurée; ou c) impliquent une interaction entre l'utilisateur et une information stockée)	<p>pour créer des réseaux privés ou fournir des services à valeur ajoutée. Les installations centrales et les équipements permettant de fournir des services spéciaux doivent être situés sur le territoire mexicain.</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Investissements étrangers autorisés à concurrence seulement de 49 pour cent du capital social des entreprises. Permis obligatoire pour la fourniture de services utilisant l'espace radioélectrique. Permis obligatoire du Ministère des communications et des transports (SCT) pour créer des réseaux privés ou fournir des services à valeur ajoutée.</p> <p>Il existe un fournisseur exclusif de services informatiques de réservations aériennes. La location et la vente de 30 pour cent de la capacité excédentaire des circuits privés sont autorisées. Permis obligatoire du Ministère des communications et aux transports (SCT) pour les liaisons transfrontières; il est interdit de fournir des téléservices à des tiers.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
D. <u>Services audiovisuels</u>			
a) Services privés de production de films cinématographiques (CPC 96112)	1) Néant 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 100 pour cent du capital social des entreprises. Permis obligatoire délivré par le Ministère de l'intérieur pour la projection de films. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" – Le Syndicat des acteurs exige l'engagement d'un Mexicain pour chaque étranger engagé pour la même activité.	
b) Services privés de projection de films cinématographiques (CPC 96121)	1) Néant 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. Permis obligatoire délivré par le Ministère de l'intérieur (SG) pour la projection de films. Les distributeurs de films produits ailleurs qu'au Mexique ou au Mexique doivent rendre une copie de chaque film importé à la Cinémathèque nationale. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Trente Dix pour cent du temps d'écran doivent être réservés à des films mexicains. Pour chaque copie projetée au Mexique, il doit exister une copie réalisée dans un laboratoire mexicain, sauf en ce qui concerne les films étrangers dont il n'existe pas plus de six copies destinées à la commercialisation. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
3. SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES D'INGÉNIERIE CONNEXES			
A. <u>Travaux de construction de bâtiments</u>			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
- Immeubles résidentiels privés ou collectifs (CPC 5121 et 5122)	1) Non consolidé 2) Non consolidé* 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence seulement de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Non consolidé* 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
- Bâtiments autres que d'habitation (CPC 5124, 5127 et 5128)	1) Non consolidé 2) Non consolidé* 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence seulement de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Non consolidé* 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
B. Travaux de construction d'ouvrages de génie civil			
- Construction d'ouvrages d'urbanisation (CPC 5131 et 5135)	1) Non consolidé 2) Non consolidé* 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence seulement de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Non consolidé* 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
- Construction d'installations industrielles (à l'exclusion des centrales et des installations fixes de transport du pétrole et de ses dérivés) (CPC 52121)	1) Non consolidé 2) Non consolidé* 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence seulement de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Non consolidé* 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>- Autres constructions (sauf chantiers maritimes ou fluviaux, les chantiers de voies publiques ou destinés au transport, et constructions de routes) (CPC 52269)</p> <p>À l'exclusion des contrats à risques partagés portant sur l'exploitation et le forage de puits de pétrole et de gaz, et la construction d'oléoducs pour le transport du pétrole et ses produits dérivés</p> <p>D. <u>Travaux d'achèvement et de finition des bâtiments</u></p> <p>- Installations électriques, hydrauliques et sanitaires dans les bâtiments (à l'exclusion des installations de télécommunication et autres installations spéciales) (CPC 5161-5164)</p>	<p>1) Non consolidé 2) Non consolidé* 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence seulement de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé 2) Non consolidé* 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
	<p>1) Non consolidé 2) Non consolidé* 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence seulement de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé 2) Non consolidé* 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>E. <u>Autres</u></p> <p>- Travaux spéciaux, y compris les travaux de terrassement, de fondation, d'excavation souterraine, d'ouvrages sous eau, de signalisation et de protection, de démolition, de construction d'usines d'eau potable ou d'épuration des eaux usées (à l'exclusion du forage de puits de pétrole, de gaz ou d'eau) (CPC 511 et 515)</p> <p>4. SERVICES DE DISTRIBUTION</p> <p>A. <u>Services de courtage</u> 621</p> <p>Sont concernés exclusivement les services suivants:</p> <p><u>Services d'intermédiaires commerciaux</u> (sont également visés les représentants qui ne sont pas considérés comme des membres du personnel salarié d'un établissement déterminé)</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé*</p> <p>3) Investissements étrangers autorisés à concurrence seulement de 49 pour cent du capital social des entreprises. Agrément et autorisation du Ministère des communications et des transports (SCT) obligatoires pour la signalisation visuelle ou électronique des pistes d'aérodromes.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé*</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>B. <u>Services de commerce de gros</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Commerce de gros de produits non alimentaires, y compris les aliments pour animaux (à l'exclusion des combustibles dérivés du pétrole, du charbon minéral, des armes à feu, des cartouches et des munitions) (CPC 622) - Commerce de gros de produits alimentaires, boissons et tabacs (CPC 6222) 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Néant 2) Néant 3) Néant Investissements étrangers autorisés à concurrence de 100 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	
<p>C. <u>Services de commerce de détail</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Commerce de détail de produits alimentaires, boissons et tabacs en établissements spécialisés (CPC 6310) 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Néant 2) Néant 3) Néant Investissements étrangers autorisés à concurrence de 100 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
- Commerce de détail de produits alimentaires en supermarchés, magasins libre-service et grands magasins (CPC 6310)	1) Néant 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 100 pour cent du capital social des entreprises. Investissements étrangers interdits dans les économats et les coopératives. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
- Commerce de détail de produits non alimentaires dans les grands magasins et les magasins (CPC 632)	1) Néant 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 100 pour cent du capital social des entreprises. Investissements étrangers interdits dans les économats et les coopératives. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
- Commerce de détail d'automobiles, y compris pièces détachées et réparations (CPC 61112)	1) Néant 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 100 pour cent du capital social des entreprises. Investissements étrangers interdits dans les économats et les coopératives. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>- Commerce de détail spécialisé de produits non alimentaires en établissements spécialisés (sauf celui des gaz combustibles liquides, du charbon végétal ou minéral et d'autres combustibles non dérivés du pétrole, du pétrole et du carburant pour tracteurs agricoles, de l'essence et du gas-oil, des armes à feu, des cartouches et des munitions) (CPC 6329)</p> <p>5. SERVICES D'ENSEIGNEMENT PRIVÉ</p> <p>A. <u>Services d'enseignement primaire</u> (CPC 921)</p>	<p>1) Néant 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 100 pour cent du capital social des entreprises. Investissements étrangers interdits dans les économats et les coopératives. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
	<p>1) Néant 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence seulement de 49 pour cent du capital social des entreprises. Autorisation obligatoire du Ministère de l'éducation (SEP) ou des autorités d'État. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
B. <u>Services d'enseignement secondaire</u> (CPC 922)	1) Néant 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence seulement de 49 pour cent du capital social des entreprises. Autorisation obligatoire du Ministère de l'éducation (SEP) ou des autorités d'État. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
C. <u>Services d'enseignement supérieur</u> (CPC 923)	1) Néant 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence seulement de 49 pour cent du capital social des entreprises. Autorisation obligatoire du Ministère de l'éducation (SEP) ou des autorités d'État. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
E. <u>Autres services d'enseignement:</u> - Enseignement des langues, enseignements spéciaux et enseignement commercial (CPC 9290)	1) Néant 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence seulement de 100 49 pour cent du capital social des entreprises. Autorisation obligatoire du Ministère de l'éducation (SEP) ou des autorités d'État. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
6. <u>SERVICES ENVIRONNEMENTAU</u> <u>X 6</u> A. <u>Services d'assainissement</u> (CPC 9401) C. <u>Services de voirie</u> (CPC 94030) 7. <u>SERVICES FINANCIERS</u> A. <u>Tous les services d'assurances et les services liés aux assurances</u>	1) Non consolidé 2) Néant 3) Aucune restriction au niveau fédéral. Non consolidé au niveau de l'État et au niveau municipal. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 1) Non consolidé 2) Néant 3) Aucune restriction au niveau fédéral. Non consolidé au niveau de l'État et au niveau municipal. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Néant 3) Aucune restriction au niveau fédéral. Non consolidé au niveau de l'État et au niveau municipal. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 1) Non consolidé 2) Néant 3) Aucune restriction au niveau fédéral. Non consolidé au niveau de l'État et au niveau municipal. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

⁶ La décomposition de chacun des sous-secteur de ce secteur est interprétée conformément au cadre législatif national et peut ne pas correspondre exactement à la classification CPC indiquée; le Mexique se réserve par conséquent le droit d'apporter des précisions à ce sujet au cours des négociations.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières
physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
a) Services d'assurance-vie, d'assurance-accident et d'assurance-maladie (CPC 8121)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 40 49 pour cent du capital libéré et jusqu'à 30 pour cent du capital libéré sans droit de vote. Les investissements de gouvernements ou d'organismes officiels étrangers ne sont pas autorisés. La participation de chaque actionnaire est limitée à 10 pour cent du capital libéré ou à 20 pour cent du capital libéré avec l'autorisation du Ministère des finances. Les investisseurs mexicains doivent exercer un contrôle effectif sur la société.	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant	
b) Services d'assurance autres que sur la vie (CPC 8129)	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
c) Services de réassurance et de rétrocession (CPC 81299*)	<p>1) Les compagnies de réassurance étrangères peuvent participer à des opérations de réassurance. Conformément à la réglementation applicable, elles doivent être inscrites au registre tenu à cet effet par le Ministère des finances, qui accorde ou refuse l'inscription.</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Cette activité peut être exercée par des compagnies d'assurance. Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 49 40 pour cent du capital libéré et jusqu'à 30 pour cent du capital libéré sans droit de vote. Les investissements de gouvernements ou d'organismes officiels étrangers ne sont pas autorisés. La participation de chaque actionnaire est limitée à 10 pour cent du capital libéré ou à 20 pour cent du capital libéré avec l'autorisation du Ministère des finances. Les investisseurs mexicains doivent exercer un contrôle effectif sur la société. Les compagnies de réassurance étrangères inscrites au registre tenu par le Ministère des finances peuvent établir des bureaux de représentation dans le pays sur autorisation préalable du Ministère. Conformément à la réglementation applicable, les bureaux de représentation de ces compagnies ne peuvent pas mener des opérations de réassurance ni directement ni par personne interposée.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

[illegible]

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières
physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
a) Acceptation de dépôts et autres fonds remboursables du public (CPC 81115-81119)	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Cette activité est réservée aux banques à vocation multiple. Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 49 40 pour cent du capital social constitué par les actions ordinaires et jusqu'à 100 pour cent du capital social additionnel équivalent à 40 pour cent des actions ordinaires avec sans droit de vote limité.</p> <p>Les investissements de personnes morales étrangères ayant un pouvoir de décision ne sont pas autorisés. Toute personne souhaitant acquérir plus de La participation de chaque actionnaire est limitée à 5 pour cent du capital social ou à 20 pour cent du capital social avec doit obtenir l'autorisation préalable du Ministère des finances. Les investisseurs mexicains doivent exercer un contrôle effectif sur la société.</p> <p>Conformément à la législation financière applicable, les bureaux de représentation d'établissements bancaires ne peuvent pas exercer cette activité.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
b) Prêts de tout type, y compris, crédit à la consommation, crédit hypothécaire, affacturage et financement de transactions commerciales (CPC 8113)	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Les banques à vocation multiple peuvent exercer des activités de financement, dont: crédit à la consommation, crédit hypothécaire, escompte et financement de transactions commerciales. Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 49 40 pour cent du capital social constitué par les actions ordinaires et jusqu'à 100 pour cent du capital social additionnel équivalent à 40 pour cent des actions ordinaires avec sans droit de vote limité. Les investissements de personnes morales étrangères ayant un pouvoir de décision ne sont pas autorisés. Toute personne souhaitant acquérir plus de La participation de chaque actionnaire est limitée à 5 pour cent du capital social ou à 20 pour cent du capital social avec doit obtenir l'autorisation préalable du Ministère des finances. Les investisseurs mexicains doivent exercer un contrôle effectif sur la société.</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières
physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>Les sociétés financières à vocation limitée peuvent exercer uniquement une des activités ci-après: crédit à la consommation, crédit hypothécaire ou crédit commercial. Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 49 pour cent du capital social. Les investissements de personnes morales étrangères ayant un pouvoir de décision ne sont pas autorisés. Les investisseurs mexicains doivent exercer un contrôle effectif sur la société.</p> <p>Les sociétés d'affacturage peuvent exercer des activités d'affacturage. Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 49 pour cent du capital libéré et jusqu'à 30 pour cent du capital libéré avec sans droit de vote limité. Les investissements de personnes morales étrangères ayant un pouvoir de décision ne sont pas autorisés. La participation de chaque actionnaire est limitée à 10 pour cent du capital libéré. Les investisseurs mexicains doivent exercer un contrôle effectif sur la société.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières
physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
c) Services de crédit-bail (CPC 8112)	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Les sociétés de crédit-bail peuvent exercer des activités de crédit-bail. Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 49 pour cent du capital libéré et jusqu'à 30 pour cent du capital libéré avec sans droit de vote limité. Les investissements de personnes morales étrangères ayant un pouvoir de décision ne sont pas autorisés. La participation de chaque actionnaire est limitée à 10 pour cent du capital libéré. Les investisseurs mexicains doivent exercer un contrôle effectif sur la société.</p> <p>Les banques à vocation multiple peuvent effectuer des opérations de crédit-bail. Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 49 40 pour cent du capital social constitué par les actions ordinaires et jusqu'à 100 pour cent du capital social additionnel équivalent à 40 pour cent des actions ordinaires avec sans droit de vote limité. Les investissements de personnes morales étrangères ayant un pouvoir de décision ne sont pas autorisés. Toute personne souhaitant acquérir plus de La participation de chaque actionnaire est limitée à 5 pour cent du capital social ou à 20 pour cent du capital social avec doit obtenir l'autorisation préalable du Ministère des finances. Les investisseurs mexicains doivent exercer un contrôle effectif sur la société.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
d) Tous services de règlement et de transferts monétaires (CPC 81339**)	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Les banques à vocation multiple peuvent fournir des services de paiement et de transferts monétaires. Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 49 pour cent du capital social constitué par les actions ordinaires et jusqu'à 100 pour cent du capital social additionnel équivalent à 40 pour cent des actions ordinaires avec droit de vote limité. Les investissements de personnes morales étrangères ayant un pouvoir de décision ne sont pas autorisés. Toute personne souhaitant acquérir plus de 5 pour cent du capital social doit obtenir l'autorisation préalable du Ministère des finances. Les investisseurs mexicains doivent exercer un contrôle effectif sur la société.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières
physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>f) Opérations pour compte propre ou pour compte de clients, que ce soit dans une bourse, sur un marché hors cote ou autre, portant sur:</p> <p>- les instruments du marché monétaire (chèques, effets, certificats de dépôts, etc.) (CPC 81339**)</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Les maisons de titres et les sociétés spécialisées dans les transactions boursières peuvent exercer cette activité. Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 100 40 pour cent du capital social constitué par les actions ordinaires et jusqu'à 100 pour cent du capital social additionnel équivalent à 40 pour cent des actions ordinaires avec sans droit de vote limité. Les investissements de personnes morales étrangères ayant un pouvoir de décision ne sont pas autorisés. Toute personne souhaitant acquérir plus de 5 pour cent du capital social doit obtenir l'autorisation préalable de la Commission nationale des banques et des valeurs mobilières. La participation de chaque actionnaire est limitée à 10 pour cent du capital social ou à 20 pour cent du capital social avec l'autorisation du Ministère des finances. Les investisseurs mexicains doivent exercer un contrôle effectif sur la société.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières
physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
- les devises (CPC 81333)	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Les banques à vocation multiple peuvent exercer cette activité. Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 49 40 pour cent du capital social constitué par les actions ordinaires et jusqu'à 100 pour cent du capital social additionnel équivalent à 40 pour cent des actions ordinaires avec sans droit de vote limité. Les investissements de personnes morales étrangères ayant un pouvoir de décision ne sont pas autorisés. Toute personne souhaitant acquérir plus de La participation de chaque actionnaire est limitée à 5 pour cent du capital social ou à 20 pour cent du capital social avec doit obtenir l'autorisation préalable du Ministère des finances. Les investisseurs mexicains doivent exercer un contrôle effectif sur la société.</p> <p>Les bureaux de change peuvent exercer cette activité. Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 49 pour cent du capital libéré et jusqu'à 30 pour cent du capital libéré avec sans droit de vote limité. Les investissements de personnes morales étrangères ayant un pouvoir de décision ne sont pas autorisés. La participation de chaque actionnaire est limitée à 10 pour cent du capital libéré. Les investisseurs mexicains doivent exercer un contrôle effectif sur la société.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
les produits dérivés, y compris mais non exclusivement (CPC 81339**)	<ol style="list-style-type: none"> 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Les banques à vocation multiple peuvent effectuer des opérations ayant trait à des produits dérivés. Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 49 pour cent du capital social constitué par les actions ordinaires et jusqu'à 100 pour cent du capital social additionnel équivalent à 40 pour cent des actions ordinaires avec droit de vote limité. Les investissements de personnes morales étrangères ayant un pouvoir de décision ne sont pas autorisés. Toute personne souhaitant acquérir plus de 5 pour cent du capital social doit obtenir l'autorisation préalable du Ministère des finances. Les investisseurs mexicains doivent exercer un contrôle effectif sur la société. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	<ol style="list-style-type: none"> 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
les opérations à terme et les options (CPC 81339**)	<p>1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Les banques à vocation multiple peuvent effectuer des opérations faisant intervenir des opérations à terme et des options. Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 49 pour cent du capital social constitué par les actions ordinaires et jusqu'à 100 pour cent du capital social additionnel équivalent à 40 pour cent des actions ordinaires avec droit de vote limité. Les investissements de personnes morales étrangères ayant un pouvoir de décision ne sont pas autorisés. Toute personne souhaitant acquérir plus de 5 pour cent du capital social doit obtenir l'autorisation préalable du Ministère des finances. Les investisseurs mexicains doivent exercer un contrôle effectif sur la société. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières
physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
- les valeurs mobilières négociables (CPC 81321*)	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Les maisons de titres et les sociétés spécialisées dans les transactions boursières peuvent exercer cette activité. Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 100 40 pour cent du capital social constitué par les actions ordinaires et jusqu'à 100 pour cent du capital social additionnel équivalent à 40 pour cent des actions ordinaires avec sans droit de vote limité. Les investissements de personnes morales étrangères ayant un pouvoir de décision ne sont pas autorisés. Toute personne souhaitant acquérir plus de 5 pour cent du capital social doit obtenir l'autorisation préalable de la Commission nationale des banques et des valeurs mobilières. La participation de chaque actionnaire est limitée à 10 pour cent du capital social ou à 20 pour cent du capital social avec l'autorisation du Ministère des finances. Les investisseurs mexicains doivent exercer un contrôle effectif sur la société.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
- les autres instruments et actifs financiers négociables, y compris les métaux (CPC 81339**)	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Les banques à vocation multiple peuvent effectuer des transactions sur les métaux. Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 49 40 pour cent du capital social constitué par les actions ordinaires et jusqu'à 100 pour cent du capital social additionnel équivalent à 40 pour cent des actions ordinaires avec sans droit de vote limité. Les investissements de personnes morales étrangères ayant un pouvoir de décision ne sont pas autorisés. Toute personne souhaitant acquérir plus de La participation de chaque actionnaire est limitée à 5 pour cent du capital social ou à 20 pour cent du capital social avec doit obtenir l'autorisation préalable du Ministère des finances. Les investisseurs mexicains doivent exercer un contrôle effectif sur la société.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières
physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale 4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
g) Participation à des émissions de tout type de valeurs mobilières, y compris garantie et placement en qualité d'agent (dans le public ou à titre privé) et prestation de services relatifs à ces émissions (CPC 8132)	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Les maisons de titres et les sociétés spécialisées dans les transactions boursières peuvent participer à l'émission, à la garantie et au placement, en qualité d'agent, de valeurs mobilières. Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 100 40 pour cent du capital social constitué par les actions ordinaires et jusqu'à 100 pour cent du capital social additionnel équivalent à 40 pour cent des actions ordinaires avec sans droit de vote limité. Les investissements de personnes morales étrangères ayant un pouvoir de décision ne sont pas autorisés. Toute personne souhaitant acquérir plus de 5 pour cent du capital social doit obtenir l'autorisation préalable de la Commission nationale des banques et des valeurs mobilières. La participation de chaque actionnaire est limitée à 10 pour cent du capital social ou à 20 pour cent du capital social avec l'autorisation du Ministère des finances. Les investisseurs mexicains doivent exercer un contrôle effectif sur la société.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
h) Courtage monétaire (CPC 81339**)	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Les banques à vocation multiple peuvent exercer cette activité. Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 49 40 pour cent du capital social constitué par les actions ordinaires et jusqu'à 100 pour cent du capital social additionnel équivalent à 40 pour cent des actions ordinaires avec sans droit de vote limité. Les investissements de personnes morales étrangères ayant un pouvoir de décision ne sont pas autorisés. Toute personne souhaitant acquérir plus de La participation de chaque actionnaire est limitée à 5 pour cent du capital social ou à 20 pour cent du capital social avec doit obtenir l'autorisation préalable du Ministère des finances. Les investisseurs mexicains doivent exercer un contrôle effectif sur la société.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
i) Gestion d'actifs, par exemple gestion de trésorerie ou de portefeuille, toutes formes de gestion d'investissement collectif, gestion de fonds de pension, et services fiduciaires (CPC 81323*)	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Les sociétés d'investissement peuvent exercer les activités suivantes: gestion d'actifs, gestion de trésorerie ou de portefeuille et toutes formes de gestion d'investissement collectif. Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 100-49 pour cent du capital social fixe. Les investissements de personnes morales étrangères ayant un pouvoir de décision ne sont pas autorisés. La participation de chaque actionnaire est déterminée par le conseil d'administration de chaque société. est limitée à 10 pour cent du capital libéré. Les investisseurs mexicains doivent exercer un contrôle effectif sur la société.</p> <p>Les sociétés gérantes de sociétés d'investissement administrent ces dernières. Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 100 49 pour cent du capital social. Les investissements de personnes morales étrangères ayant un pouvoir de décision ne sont pas autorisés. La participation de chaque actionnaire est limitée à 10 pour cent du capital libéré. Les investisseurs mexicains doivent exercer un contrôle effectif sur la société.</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>Les sociétés gérantes de fonds de pension peuvent exercer les activités liées à l'administration de fonds de pension. Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 49 pour cent du capital social. Les investissements de personnes morales étrangères ayant un pouvoir de décision ne sont pas autorisés.</p> <p>Toute personne souhaitant détenir plus de 5 pour cent du capital social doit demander l'autorisation de la Commission nationale des systèmes d'épargne et de retraite</p> <p>La participation de chaque actionnaire est limitée à 10 pour cent du capital social Les investisseurs mexicains doivent exercer un contrôle effectif sur la société.</p> <p>Les banques à vocation multiple peuvent fournir des services fiduciaires. Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 49 40 pour cent du capital social constitué par les actions ordinaires et jusqu'à 100 pour cent du capital social additionnel équivalent à 40 pour cent des actions ordinaires avec sans droit de vote limité. Les investissements de personnes morales étrangères ayant un pouvoir de décision ne sont pas autorisés. Toute personne souhaitant acquérir plus de La participation de chaque actionnaire est limitée à 5 pour cent du capital social ou à 20 pour cent du capital social avec doit obtenir l'autorisation préalable du Ministère des finances. Les investisseurs mexicains doivent exercer un contrôle effectif sur la société.</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>Les maisons de titres peuvent fournir des services fiduciaires lors de transactions directement liées à leurs propres activités. Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 100 40 pour cent du capital social constitué par les actions ordinaires et jusqu'à 100 pour cent du capital social additionnel équivalent à 40 pour cent des actions ordinaires avec sans droit de vote limité. Les investissements de personnes morales étrangères ayant un pouvoir de décision ne sont pas autorisés. Toute personne souhaitant acquérir plus de 5 pour cent du capital social doit obtenir l'autorisation préalable de la Commission nationale des banques et des valeurs mobilières. La participation de chaque actionnaire est limitée à 10 pour cent du capital social ou à 20 pour cent du capital social avec l'autorisation du Ministère des finances.</p> <p>Les investisseurs mexicains doivent exercer un contrôle effectif sur la société. Les sociétés financières à vocation limitée peuvent exercer des activités de sociétés fiduciaires, les biens sous leur responsabilité résultant d'opérations inhérentes à leur objet social. Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 49 pour cent du capital social. Les investissements de personnes morales étrangères ayant un pouvoir de décision ne sont pas autorisés. Les investisseurs mexicains doivent exercer un contrôle effectif sur la société.</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>Les sociétés de cautionnement peuvent exercer des activités de sociétés fiduciaires ayant pour objet de cautionner des obligations en leur faveur. Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 49 pour cent du capital libéré et jusqu'à 30 pour cent du capital libéré constitué par les actions avec droit de vote limité. Les investissements de gouvernements ou d'organismes officiels étrangers ne sont pas autorisés. Les investisseurs mexicains doivent exercer un contrôle effectif sur la société.</p> <p>Les caisses générales de dépôt peuvent exercer des activités de sociétés fiduciaires ayant pour objet de cautionner des obligations en leur faveur. Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 49 pour cent du capital libéré et jusqu'à 30 pour cent du capital libéré constitué par les actions avec droit de vote limité. Les investissements de gouvernements ou d'organismes officiels étrangers ne sont pas autorisés. Les investisseurs mexicains doivent exercer un contrôle effectif sur la société.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
k) Services de conseil et autres services financiers auxiliaires, y compris cote de crédit et analyse financière, recherche et conseil en investissements et en placements et conseil en matière d'acquisitions, de restructurations et de stratégies d'entreprises (CPC 8133)	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Les sociétés d'information financière peuvent exercer des activités d'évaluation de la cote de crédit. Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 49 pour cent du capital libéré. Les investissements de personnes morales étrangères ayant un pouvoir de décision ne sont pas autorisés.</p> <p>La participation de chaque actionnaire est limitée à 30 pour cent du capital libéré. Les investisseurs mexicains doivent exercer un contrôle effectif sur la société.</p> <p>Les conseillers en placement peuvent exercer les activités ci-après: analyses, recherche et conseil en investissements, placements, acquisitions, restructurations et stratégies d'entreprises. Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 100 49 pour cent du capital social. Les investissements de personnes morales étrangères ayant un pouvoir de décision ne sont pas autorisés. Les investisseurs mexicains doivent exercer un contrôle effectif sur la société.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>C. <u>Autres</u></p> <p>Sociétés de surveillance</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 49 40 pour cent du capital social constitué par les actions ordinaires et jusqu'à 100 pour cent du capital social additionnel équivalent à 40 pour cent des actions ordinaires avec sans droit de vote limité. Les investissements de personnes morales étrangères ayant un pouvoir de décision ne sont pas autorisés. Toute personne souhaitant acquérir plus de La participation de chaque actionnaire est limitée à 5 pour cent du capital social ou à 20 pour cent du capital social avec doit obtenir l'autorisation préalable du Ministère des finances. Les investisseurs mexicains doivent exercer un contrôle effectif sur la société.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale 4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Sociétés de cautionnement	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 49 pour cent du capital libéré et jusqu'à 30 pour cent du capital libéré sans droit de vote. Les investissements de gouvernements ou d'organismes officiels étrangers ne sont pas autorisés. La participation de chaque actionnaire est limitée à 10 pour cent du capital libéré ou à 20 pour cent du capital libéré avec l'autorisation du Ministère des finances. Les investisseurs mexicains doivent exercer un contrôle effectif sur la société. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Recautionnement	1) Les entreprises étrangères peuvent effectuer des opérations de recautionnement. Conformément à la réglementation applicable, ces entreprises doivent être inscrites au registre tenu à cet effet par le Ministère des finances qui accorde ou refuse l'inscription. 2) Non consolidé	1) Néant 2) Non consolidé	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Caisses générales de dépôt	<p>3) Cette activité peut être exercée par les sociétés de cautionnement. Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 49 pour cent du capital libéré et jusqu'à 30 pour cent du capital libéré sans droit de vote. Les investissements de gouvernements ou d'organismes officiels étrangers ne sont pas autorisés. La participation de chaque actionnaire est limitée à 10 pour cent du capital libéré ou à 20 pour cent du capital libéré avec l'autorisation du Ministère des finances. Les investisseurs mexicains doivent exercer un contrôle effectif sur la société.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 49 pour cent du capital libéré et jusqu'à 30 pour cent du capital libéré avec sans droit de vote limité. Les investissements de personnes morales étrangères ayant un pouvoir de décision ne sont pas autorisés. La participation de chaque actionnaire est limitée à 10 pour cent du capital libéré ou plus sur autorisation du Ministère des finances. Les investisseurs mexicains doivent exercer un contrôle effectif sur la société.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
8. SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX			
A. <u>Services hospitaliers privés</u> (CPC 9311)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
B. <u>Autres services de santé humaine</u>			
- Services privés de laboratoires cliniques de diagnostic médical (CPC 93199)	1) Non consolidé 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
- Autres services privés auxiliaires des traitements médicaux (CPC 93191)	1) Non consolidé 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
- Services de laboratoires de prothèse dentaire (CPC 93123)	1) Non consolidé 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

[illegible]

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
- Services d'hébergement en pensions de famille ou appartements meublés (CPC 64192 et 64193)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 100 pour cent du capital social des entreprises. Obligation d'obtenir une licence touristique délivrée par le Secrétariat au Tourisme (SECTUR) et un permis d'exploitation délivré par les autorités compétentes (fédérales, d'État ou municipales). 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
- Services d'auberges de jeunesse et de camping (CPC 64194)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 100 pour cent du capital social des entreprises. Obligation d'obtenir une licence touristique délivrée par le Secrétariat au Tourisme (SECTUR) et un permis d'exploitation délivré par les autorités compétentes (fédérales, d'État ou municipales). 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
- Services de camping caravanier (trailers park) (CPC 64195)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 100 pour cent du capital social des entreprises. Obligation d'obtenir une licence touristique délivrée par le Secrétariat au Tourisme (SECTUR) et un permis d'exploitation délivré par les autorités compétentes (fédérales, d'État ou municipales). 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières
physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
- Services de restauration (CPC 642)	1) Néant 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 100 pour cent du capital social des entreprises. Obligation d'obtenir une licence touristique délivrée par le Secrétariat au Tourisme (SECTUR) et un permis d'exploitation délivré par les autorités compétentes (fédérales, d'État ou municipales). 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
- Services de cabarets et de night-clubs (CPC 6432)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 100 pour cent du capital social des entreprises. Obligation d'obtenir une licence touristique délivrée par le Secrétariat au Tourisme (SECTUR) et un permis d'exploitation délivré par les autorités compétentes (fédérales, d'État ou municipales). 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Services de cantines, de bars et de débits de <i>pulque</i> (CPC 6431)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 100 pour cent du capital social des entreprises. Obligation d'obtenir une licence touristique délivrée par le Secrétariat au Tourisme (SECTUR) et un permis d'exploitation délivré par les autorités compétentes (fédérales, d'État ou municipales). 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
B. <u>Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques</u> (CPC 7471)	1) Non consolidé 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 100 pour cent du capital social des entreprises. Obligation d'obtenir une licence touristique délivrée par le <u>Secrétariat au Tourisme (SECTUR)</u> et un permis d'exploitation délivré par les autorités compétentes (fédérales, d'État ou municipales). 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
C. <u>Services de guides touristiques</u> (CPC 7472)	1) Non consolidé 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 100 pour cent du capital social des entreprises. Obligation d'obtenir une licence touristique délivrée par le <u>Secrétariat au Tourisme (SECTUR)</u> et un permis d'exploitation délivré par les autorités compétentes (fédérales, d'État ou municipales). 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
D. Autres - (services de stations thermales) (CPC 97029) Sont concernés exclusivement les services suivants: SERVICES PRIVÉS DANS DES <u>CENTRES MUNICIPAUX</u>, RÉCRÉATIFS ET SPORTIFS (sont également visés les services relatifs aux structures et activités suivantes: clubs de sport, gymnases, stations balnéaires, piscines, terrains de sport, billards, bowlings, équitation et cyclisme) La location de bateaux est exclue. Services de traiteur comprenant la livraison de repas à l'extérieur (CPC 6423) Services de vente de boissons avec spectacle (CPC 6432)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Services de vente de boissons sans spectacle (CPC 6431)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
10. <u>SERVICES RÉCRÉATIFS, CULTURELS ET SPORTIFS</u> (à l'exclusion des services audiovisuels) A. <u>Services de spectacles</u> (y compris théâtre, orchestres et cirques) (CPC 9619) B. <u>Services d'agences de presse</u> (CPC 962) C. <u>Services des bibliothèques, des archives et des musées et autres services culturels</u> (CPC 963) D. <u>Services sportifs et autres services récréatifs</u>	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Services de promotion de manifestations sportives (CPC 96411) Services d'organisation de manifestations sportives (CPC 96412) Services d'exploitation d'installations sportives (CPC 96413)	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" .	
11. SERVICES DE TRANSPORTS C. <u>Services de transports aériens</u> e) Services annexes à la navigation aérienne - Services d'administration d'aéroports et d'héliports (CPC 746)	1) Non consolidé 2) Néant 3) Autorisation préalable obligatoire de la Commission nationale des investissements étrangers pour que la participation étrangère, directe ou indirecte, puisse s'élever à plus de 49 pour cent du capital social des entreprises. Investissements étrangers autorisés à concurrence de 30 pour cent du capital social des entreprises. Concession du Ministère des communications et des transports (SCT) obligatoire pour l'administration des aéroports.	1) Non consolidé 2) Néant 3) En matière d'octroi de concessions, les personnes de nationalité mexicaine ont, à conditions égales, priorité sur les étrangers. Les concessions sont des autorisations accordées à leur discrétion par les autorités compétentes pour la fourniture d'un service public. Il est interdit de céder, hypothéquer, grever ou aliéner une concession ou les droits qu'elle confère à un gouvernement ou un État étranger, ainsi que d'en prendre comme associés dans l'entreprise concessionnaire.	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
E. <u>Services de transports ferroviaires</u>	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
c) <u>Services de poussage et de remorquage (CPC 7113)</u>	1) Non consolidé 2) Néant 3) Autorisation préalable obligatoire de la Commission nationale des investissements étrangers pour que la participation étrangère, directe ou indirecte, puisse s'élever à plus de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Néant 3) Autorisation préalable obligatoire de la Commission nationale des investissements étrangers pour que la participation étrangère, directe ou indirecte, puisse s'élever à plus de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
e) Services annexes des transports ferroviaires (CPC 743)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Autorisation préalable obligatoire de la Commission nationale des investissements étrangers pour que la participation étrangère, directe ou indirecte, puisse s'élever à plus de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Autorisation préalable obligatoire de la Commission nationale des investissements étrangers pour que la participation étrangère, directe ou indirecte, puisse s'élever à plus de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
F. <u>Services de transports routiers</u>			
d) Maintenance et réparation du matériel de transports routiers			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<ul style="list-style-type: none"> - Services d'entretien et de réparation de véhicules automobiles (CPC 6112 et 8867) 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Néant 2) Néant 3) Néant Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	
<p>H. <u>Services auxiliaires de tous les modes de transport:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Services auxiliaires de la navigation aérienne (CPC 746) 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Néant 2) Néant 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Néant 2) Néant 	
<ul style="list-style-type: none"> - Services de pesage aux fins de transport (CPC 7490) 	<ul style="list-style-type: none"> 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. Le Ministère des communications et des transports (SCT) a compétence pour contrôler le trafic aérien ainsi que les services de météorologie, de télécommunications aéronautiques et d'aide à la navigation aérienne. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 1) Néant 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence seulement de 49 pour cent du capital social des entreprises. Obligation d'obtenir une concession délivrée par le Ministère des communications et des transports (SCT) pour fournir ces services, et une autorisation préalable du Ministère des affaires étrangères (SRE) pour que les entreprises à participation étrangère puissent obtenir ces concessions. 	<ul style="list-style-type: none"> 3) Il est interdit de céder, hypothéquer, grever ou aliéner une concession ou les droits qu'elle confère à un gouvernement ou un État étranger, ainsi que d'en prendre comme associés dans l'entreprise concessionnaire. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 1) Néant 2) Néant 3) En matière d'octroi de concessions, les personnes de nationalité mexicaine ont, à conditions égales, priorité sur les étrangers. Les concessions sont des autorisations accordées à leur discrétion par les autorités compétentes pour la fourniture d'un service public. Il est interdit de céder, hypothéquer, grever ou aliéner une concession ou les droits qu'elle confère à un gouvernement ou un État étranger, ainsi que d'en prendre comme associés dans l'entreprise concessionnaire. 	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
I. <u>Autres services de transports</u>	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
- Transport par tramways (CPC 71211)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. Les autorités d'État et municipales ont compétence pour délivrer les concessions.	1) Non consolidé* 2) Néant 3) En matière d'octroi de concessions, les personnes de nationalité mexicaine ont, à conditions égales, priorité sur les étrangers. Les concessions sont des autorisations accordées à leur discrétion par les autorités compétentes pour la fourniture d'un service public. Il est interdit de céder, hypothéquer, grever ou aliéner une concession ou les droits qu'elle confère à un gouvernement ou un État étranger, ainsi que d'en prendre comme associés dans l'entreprise concessionnaire.	
- Transport par métropolitain (CPC 71211)	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 1) Non consolidé* 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. Les autorités d'État et municipales ont compétence pour délivrer les concessions.	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 1) Non consolidé* 2) Néant 3) En matière d'octroi de concessions, les personnes de nationalité mexicaine ont, à conditions égales, priorité sur les étrangers. Les concessions sont des autorisations accordées à leur discrétion par les autorités compétentes pour la fourniture d'un service public. Il est interdit de céder, hypothéquer, grever ou aliéner une concession ou les droits qu'elle confère à un gouvernement ou un État étranger, ainsi que d'en prendre comme associés dans l'entreprise concessionnaire.	
	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières physiques 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
12. AUTRES SERVICES			
- Services de réparation de chaussures et d'autres articles en cuir ou en peaux (CPC 63301)	1) Néant 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
- Services de réparation d'appareils électroniques à usage principalement domestique (CPC 63302)	1) Néant 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
- Services de réparation d'articles d'horlogerie et de bijouterie (CPC 63303)	1) Néant 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
- Services de réparation et de nettoyage de chapeaux (CPC 63304)	1) Néant 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
- Services de réparation de bicyclettes (CPC 63309)	1) Néant 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence de 49 pour cent du capital social des entreprises. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
- Services de serrurerie (CPC 63309)	1) Néant 2) Néant 3) Investissements étrangers autorisés à concurrence seulement de 49 pour cent du capital social des entreprises. Les autorités d'État et municipales ont compétence pour délivrer les concessions. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

* Non consolidé parce que techniquement impraticable.

TRANSPORTS MARITIMES

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Mobilité du consommateur 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
11. SERVICES DE TRANSPORTS A. Services de transports maritimes Transport international (marchandises et voyageurs) CPC 7211 et 7212, à l'exception du cabotage (suivant la définition donnée à l'Annexe II)	1) Transport de ligne régulière, transport de vrac, transport par navires de tramping et autres transports maritimes internationaux, y compris le transport international de voyageurs ⁷ Il sera possible de réserver, en tout ou en partie, un transport international de haute mer déterminé à des compagnies de navigation mexicaines ou réputées mexicaines, lorsque les principes de la libre concurrence ne sont pas respectés et que l'économie nationale risque d'en souffrir. 2) Néant 3) Les investissements étrangers peuvent dépasser 49 pour cent du capital social des compagnies de navigation exploitant exclusivement des navires de haute mer sous réserve de l'autorisation préalable de la Commission nationale des investissements étrangers. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Sont considérés comme faisant partie des exportations de véhicules automobiles et parties d'automobiles les frais de transport quand le transport est effectué par des navires de compagnies mexicaines. Ne sont pas considérés comme faisant partie des importations de véhicules automobiles et parties d'automobiles les frais de transport quand le transport est effectué par des navires de compagnies mexicaines. Ces prescriptions seront éliminées en 2004. 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	Voir l'Annexe I sur les engagements additionnels

⁷ Conformément à la législation mexicaine, les navires battant pavillon étranger peuvent participer aux services de transports maritimes internationaux au Mexique quand le pays d'immatriculation du navire accorde la réciprocité. Si les négociations aboutissent à une conclusion satisfaisante sur ce point, le Mexique n'inclura pas cette prescription de sa législation dans sa liste d'exemptions concernant le traitement de la nation la plus favorisée.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Mobilité du consommateur 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
SERVICES AUXILIAIRES Services de manutention des cargaisons maritimes (suivant la définition donnée à l'Annexe II)	1) Non consolidé * 2) Néant 3) Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 49 pour cent du capital social des compagnies 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Services d'entreposage et de magasinage, sauf entrepôts généraux CPC 742 (suivant la définition donnée à l'Annexe II)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 49 pour cent du capital social des compagnies 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Services des centres et des dépôts de conteneurs (suivant la définition donnée à l'Annexe II)	1) Non consolidé * 2) Néant 3) Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 49 pour cent du capital social des compagnies 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé * 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Services des agences maritimes (suivant la définition donnée à l'Annexe II)	1) Non consolidé 2) Néant 3) Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 49 pour cent du capital social des compagnies 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

* Non consolidé parce que techniquement impraticable.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Mobilité du consommateur 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Services de courtage maritime (suivant la définition donnée à l'Annexe II)	1) Non consolidé 2) Néant 3) Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 49 pour cent du capital social des compagnies 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Entretien et réparation de navires (suivant la définition donnée à l'Annexe II)	1) Non consolidé * 2) Néant 3) Les investissements étrangers peuvent représenter jusqu'à 49 pour cent du capital social des compagnies 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

*Non consolidé parce que techniquement impraticable

ANNEXE I

ENGAGEMENTS ADDITIONNELS

A. ACCÈS ET RECOURS AUX INSTALLATIONS PORTUAIRES

Les services portuaires suivant peuvent être utilisés par les fournisseurs de services de transport maritime international suivant des modalités et à des conditions raisonnables et non discriminatoires:

1. Service de pilotage
2. Service de remorquage
3. Avitaillement, approvisionnement en combustibles et en eau
4. Enlèvement des ordures et évacuation des eaux de déballastage.
Les services d'évacuation des eaux de déballastage ne sont pas fournis dans les ports commerciaux. Ils sont fournis par les installations de manutention du pétrole de Pemex.
5. Service de capitainerie de port
6. Aides à la navigation
7. Services à terre indispensables pour le fonctionnement des navires, y compris services de communication et approvisionnement en électricité
8. Installations pour réparations en cas d'urgence
9. Services d'ancrage
Des zones ont été délimitées en marge des ports nationaux pour l'ancrage des bateaux.

B. OPERATIONS DE TRANSPORT MULTIMODAL

Lorsque les services de transport par route, voie ferrée et voie fluviale et les services de transport auxiliaires ne sont pas totalement couverts d'une autre manière dans la présente liste, un opérateur de transport multimodal a la possibilité, avec l'autorisation du Ministère des communications et des transports, de conclure des contrats de transport terrestre par camions, wagons de chemin de fer et équipement connexe aux fins du transport par voie fluviale. Ces services sont fournis à des conditions raisonnables et non discriminatoires pour effectuer des opérations de transport multimodal. L'expression "conditions raisonnables et non discriminatoires" s'entend, dans le cadre d'opérations de transport multimodal, de conditions permettant à l'entrepreneur de transport multimodal de prendre des dispositions pour assurer le transport de ses marchandises au moment opportun, notamment en prenant la priorité sur les marchandises arrivées au port à une date postérieure. Ne sont pas inclus les engagements en matière d'investissement étranger ou d'accès aux marchés sur une base transfrontières.

ANNEXE II

NOTE RELATIVE À LA LISTE

Lorsque les services de transport par route, voie ferrée et voie fluviale et les services de transport auxiliaires ne sont pas totalement couverts d'une autre manière dans la présente liste, un opérateur de transport multimodal a la possibilité, avec l'autorisation du Ministère des communications et des transports, de conclure des contrats de transport terrestre par camions, wagons de chemin de fer et équipement connexe aux fins du transport par voie fluviale. Ces services sont fournis à des conditions raisonnables et non discriminatoires pour effectuer des opérations de transport multimodal. L'expression "conditions raisonnables et non discriminatoires" s'entend, dans le cadre d'opérations de transport multimodal, de conditions permettant à l'entrepreneur de transport multimodal de prendre des dispositions pour assurer le transport de ses marchandises au moment opportun, notamment en prenant la priorité sur les marchandises arrivées au port à une date postérieure. Ne sont pas inclus les engagements en matière d'investissement étranger ou d'accès aux marchés sur une base transfrontières.

DÉFINITIONS

1. Sans préjudice du domaine d'activité qui peut être considéré comme "cabotage" dans le cadre de la législation nationale pertinente, cette liste ne comprend pas les "services de transport maritime de cabotage", qui sont censés englober le transport de voyageurs ou de marchandises entre des ports situés sur le territoire du Mexique et un autre port situé sur le territoire du Mexique et le trafic commençant et se terminant dans le même port situé sur le territoire du Mexique, à condition que ce trafic reste dans les limites des eaux territoriales du Mexique.
2. On entend par "entrepreneur de transport multimodal" toute personne au nom de laquelle le connaissance/document de transport multimodal ou tout autre document attestant l'existence d'un contrat de transport multimodal de marchandises est délivré et qui est chargée du transport des marchandises en vertu du contrat de transport.
3. Les "services de manutention des cargaisons maritimes" s'entendent des activités exercées par des sociétés de manutention, notamment les sociétés d'exploitation des terminaux, mais à l'exclusion des activités directes des dockers, dès lors que cette main-d'oeuvre est organisée indépendamment des sociétés de manutention ou des sociétés d'exploitation des terminaux. Les activités visées comprennent l'organisation et la supervision des opérations suivantes:
 - chargement de la cargaison à bord et déchargement de cette cargaison;
 - arrimage/désarrimage de la cargaison;
 - réception/livraison et entreposage en lieu sûr des marchandises avant l'embarquement ou après le déchargement.
4. Les "services d'entrepôt et de magasinage" s'entendent de la conservation des marchandises dans un entrepôt, un hangar, ou un espace clos dans l'enceinte du port.

5. Les "services des centres et des dépôts de conteneurs" s'entendent des activités qui consistent à entreposer les conteneurs, que ce soit dans les zones portuaires ou à l'intérieur des terres, aux fins de leur empotage, de leur dépotage, de leur réparation et de leur préparation en vue de leur mise à disposition pour le transport maritime.
6. Les "services des agences maritimes" s'entendent des activités qui consistent à représenter en qualité d'agents, dans une zone géographique donnée, les intérêts commerciaux d'une ou de plusieurs sociétés de transports maritimes aux fins suivantes:
 - commercialisation et vente de services de transport maritime et services connexes, de la fixation des prix à la facturation, et délivrance des connaissements au nom des sociétés; acquisition et revente des services connexes nécessaires, établissement des documents et fourniture d'informations commerciales;
 - prestations fournies pour le compte des sociétés, organisation à l'escale du navire ou, si nécessaire, prise en charge de marchandises.
7. Les "services de courtage maritime" s'entendent des activités qui consistent à organiser et à surveiller les opérations d'embarquement pour le compte des transporteurs, y compris l'acquisition de services de transport et services connexes, l'établissement des documents et la fourniture d'informations commerciales.
8. L'"entretien et [la] réparation des navires" s'entendent de toute opération de réparation, de modification ou d'entretien d'une embarcation en cale sèche.

MEXIQUE– LISTE FINALE D'EXEMPTIONS DE L'ARTICLE II (NPF)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Tourisme: Transports routiers (voyageurs)	La fourniture de services de transports routiers par des fournisseurs étrangers à destination du territoire mexicain et sur ce territoire est réservée aux véhicules immatriculés dans les pays indiqués dans la troisième colonne	États-Unis d'Amérique	Indéterminée	Accord visant à faciliter l'accès au territoire mexicain de touristes venus par la voie terrestre du territoire des États-Unis d'Amérique
Tourisme: Réunions d'affaires	Accord bilatéral visant à accorder des allègements fiscaux aux personnes qui assistent à des réunions d'affaires sur le territoire des parties	États-Unis d'Amérique	Indéterminée	Les personnes physiques qui assistent à des réunions d'affaires bénéficient d'un abaissement préférentiel de la fiscalité sur leurs dépenses dans le territoire des parties

DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

Objet

Le présent document contient des définitions et des principes concernant le cadre réglementaire pour les services de télécommunication de base.

Définitions

Le terme utilisateurs désigne les consommateurs et les fournisseurs de services.

L'expression ressources essentielles désigne les ressources d'un réseau public de transport des télécommunications ou de services

- a) qui sont fournies exclusivement ou essentiellement par un seul fournisseur ou un nombre limité de fournisseurs; et
- b) qu'il n'est pas possible de remplacer d'un point de vue économique ou technique pour fournir un service.

Un fournisseur principal est un fournisseur qui a la capacité d'influer de manière importante sur les modalités de la participation (en ce qui concerne le prix et l'offre) sur un marché donné de services de télécommunication de base par suite:

- a) du contrôle qu'il exerce sur des ressources essentielles; ou
- b) de l'utilisation de sa position sur le marché.

1. Sauvegardes en matière de concurrence

1.1 Prévention des pratiques anticoncurrentielles dans les télécommunications

Des mesures appropriées seront appliquées en vue d'empêcher des fournisseurs qui, seuls ou ensemble, sont un fournisseur principal, d'adopter ou de maintenir des pratiques anticoncurrentielles.

1.2 Sauvegardes

Les pratiques anticoncurrentielles mentionnées ci-dessus consistent en particulier:

- a) à pratiquer un subventionnement croisé anticoncurrentiel;
- b) à utiliser des renseignements obtenus auprès de concurrents d'une manière qui donne des résultats anticoncurrentiels; et
- c) à ne pas mettre à la disposition des autres fournisseurs de services en temps opportun les renseignements techniques sur les ressources essentielles et les renseignements commercialement pertinents qui leur sont nécessaires pour fournir des services.

2. Interconnexion

2.1 La présente section traite des liaisons avec les fournisseurs de réseaux publics de transport des télécommunications ou de services permettant aux utilisateurs relevant d'un fournisseur de communiquer avec les utilisateurs relevant d'un autre fournisseur et d'avoir accès à des services fournis par un autre fournisseur, dans les cas où des engagements spécifiques sont souscrits.

2.2 Interconnexion à assurer

L'interconnexion avec un fournisseur principal sera assurée à tout point du réseau où cela sera techniquement possible. Cette interconnexion est assurée:

- a) suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et à des tarifs non discriminatoires et sa qualité est non moins favorable que celle qui est prévue pour les services similaires dudit fournisseur ou pour les services similaires des fournisseurs de services non affiliés ou pour des filiales ou autres sociétés affiliées;
- b) en temps opportun, suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et moyennant des taxes fondées sur les coûts qui soient transparentes, raisonnables, compte tenu de la faisabilité économique, et suffisamment détaillées pour que le fournisseur n'ait pas à payer pour des éléments ou installations du réseau dont il n'a pas besoin pour le service à fournir; et
- c) sur demande, à des points en plus des points de terminaison du réseau accessibles à la majorité des utilisateurs, moyennant des tarifs qui reflètent le coût de la construction des installations additionnelles nécessaires.

2.3 Accès du public aux procédures concernant les négociations en matière d'interconnexion

Le public aura accès aux procédures applicables pour une interconnexion avec un fournisseur principal.

2.4 Transparence des arrangements en matière d'interconnexion

Il est fait en sorte qu'un fournisseur principal mette à la disposition du public soit ses accords d'interconnexion soit une offre d'interconnexion de référence.

2.5 Interconnexion: règlement des différends

Un fournisseur de services demandant l'interconnexion avec un fournisseur principal aura recours, soit:

- a) à n'importe quel moment, soit
- b) après un délai raisonnable qui aura été rendu public,

à un organe interne indépendant, qui peut être l'organe réglementaire mentionné au paragraphe 5 ci-après pour régler les différends concernant les modalités, conditions et taxes d'interconnexion pertinentes dans un délai raisonnable, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été établies au préalable.

3. Service universel

Tout Membre a le droit de définir le type d'obligation en matière de service universel qu'il souhaite maintenir. Ces obligations ne seront pas considérées comme étant anticoncurrentielles en soi, à condition qu'elles soient administrées de manière transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence et qu'elles ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour le type de service universel défini par le Membre.

4. Accès du public aux critères en matière de licences

Lorsqu'une licence sera nécessaire, le public aura accès aux informations suivantes:

- a) tous les critères en matière de licences et le délai normalement requis pour qu'une décision soit prise au sujet d'une demande de licence; et
- b) les modalités et conditions des licences individuelles.

Les raisons du refus d'une licence seront communiquées au requérant sur demande.

5. Indépendance des organes réglementaires

L'organe réglementaire est distinct de tout fournisseur de services de télécommunication de base et ne relève pas d'un tel fournisseur. Les décisions des organes réglementaires et les procédures qu'ils utilisent seront impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché.

6. Répartition et utilisation des ressources limitées

Toutes les procédures concernant l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les servitudes, seront mises en oeuvre de manière objective, opportune, transparente et non discriminatoire. Les renseignements sur la situation courante des bandes de fréquences attribuées seront mis à la disposition du public, mais il n'est pas obligatoire d'indiquer de manière détaillée les fréquences attribuées pour des utilisations spécifiques relevant de l'État.
